

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OSIRIS GIE

Rue Gaston Monmousseau
Plateforme chimique de Roussillon
38150 Roussillon

Références : Is-107RT
Code AIOT : 0006105221

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2023 dans l'établissement OSIRIS GIE implanté Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Roussillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OSIRIS GIE
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique de Roussillon 38150 Roussillon
- Code AIOT : 0006105221
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GIE OSIRIS est un gestionnaire de services et d'infrastructures mutualisés de la plateforme chimique des Roches-Roussillon.

Une charte HSE, signée par les différents partenaires de la plateforme des Roches-Roussillon, définit les responsabilités de chacun en matière d'hygiène, sécurité et environnement. Les services proposés par OSIRIS auprès des entreprises de la plateforme sont obligatoires (sécurité dont défense incendie, sûreté et environnement, santé au travail, énergie et utilités, trafic fer et route...) ou optionnels (contrôles analytiques, maintenance, informatique...). En terme d'installations, le GIE OSIRIS possède entre autre des chaudières et une station d'épuration.

Sur le plan administratif, le site est classé à autorisation pour plusieurs de ces activités :

- déchargement et chargement de liquides inflammables sur la station Trèfle,
- présence de déchets dangereux,
- présence d'une station d'épuration et d'installations de traitement des déchets,
- présence d'installations de combustion...

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les risques de pollution dans l'air par les chaudières ;
- le risque de pollutions accidentelles dans l'eau lié aux eaux d'extinction d'un incendie, ainsi qu'aux rejets dans le canal national du Rhône d'épisodes de pollution.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2023-01-11 du 23 janvier 2023 sur l'obturation des puits de l'Ile de la Platière ;
- Entretien des réseaux d'eau ;
- Utilisation du bassin grand sinistre ;
- Autosurveillance des rejets aqueux ;
- Episode de pollution au phénol du 25 au 26 avril 2023 (Novapex) ;
- Etudes techniques : écotoxicité, COV et odeurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	N°2022 - 2 : Surveillance réseau d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2 - 4.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois ⁽²⁾
3	n°2022-3 : Etanchéité des vannes	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article Annexe 2.4.8.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	n°2022-5 : Utilisation du bassin grand sinistre	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article Annexe 2.4.8.6.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6.1.	n°2022-6 : Respect VLE sortie TREFLE	AP Complémentaire du 24/11/2021, article Annexe 3.2.B Sortie station de traitement biologique Trèfle	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6.2.	n°2022-6 : Respect VLE sortie TREFLE	AP Complémentaire du 24/11/2021, article Annexe 3.2.B Sortie station de traitement biologique Trèfle	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9.1.	Pollution au phénol par Novapex (24 et 25 avril 2023)	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article Annexe 2.4.8.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9.2.	Pollution au phénol par Novapex (24 et 25 avril 2023)	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article Annexe 2.4.8.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Toxicité des rejets aqueux	AP Complémentaire du 24/11/2021, article 4.5.11.1.	/	Lettre de suite préfectorale	12 mois ⁽²⁾
12	Emissions diffuses de COV	AM du 02/02/1998, article 27.7.b et annexe III	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

(2) Calendrier détaillé dans le constat

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	n°2022-1 : Obturation forages	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.1.3.2.	Mise en demeure	Solde de la mise en demeure
4	N°2022-4 : Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.6.1.3.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Non-conformité soldée
7	n°2022-9 : Température de l'échantillonnage	AP Complémentaire du 07/02/2011, article 4.8.1.4. Echantillonnage	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Non-conformité soldée
8	N°2022-10 : Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Observation

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Emissions diffuses de COV	AP Complémentaire du 24/11/2021, article 4.5.11.2. et 3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite, l'Inspection des Installations Classées formule 7 demandes d'actions correctives, 2 observations et propose de mettre en demeure l'exploitant sur :

- la non-étanchéité des vannes écluses permettant de dériver les pollutions des canaux 1, 2, 3, 4N et 4S vers le bassin grand sinistre ;
- l'absence d'entretien et de contrôle quinquennal des égouts de la plateforme.

L'IIC a pu constater que l'exploitant s'est mis en conformité sur les actions demandées dans la mise en demeure de l'APMD n°DDPP-DREAL UD38-2020-04-08 du 28 avril 2020. Cette mise en demeure est donc levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : n°2022-1 : Obturation forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.1.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>« En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le complément de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines »</p>
Constats : <p>Il est rappelé que la procédure de sécurisation de 7 puits situés sur l'île de la Platière fait l'objet de la mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2020-04-08 du 28 avril 2020. L'exploitant étant en discussion avec plusieurs organismes (EHN, Conservatoire des Espaces Naturels de l'île de la Platière) lors de l'inspection menée le 29 juin 2022, la mise en demeure n'a pas pu être levée.</p> <p>Dans son courrier du 31 janvier 2023, l'exploitant a informé l'Inspection des Installations Classées de la fin des travaux d'obturation de cinq des 7 puits situés sur l'île de la Platière (puits n°2, 3, 4, 5 et 6). Les deux puits restants étaient déjà rebouchés par une dalle en béton pour le puits n°7 et rendu inaccessible par une structure en hauteur pour le puits S2. Un reportage photo en annexe de ce courrier montre les différents travaux menés sur chacun de ces puits (rebouchage avec du béton). Il n'y a donc plus moyen d'accéder aux puits et ils sont protégés contre les pollutions accidentelles. C'est satisfaisant.</p> <p>Compte tenu de l'avancement de l'exploitant sur la sécurisation des puits, l'Inspection des Installations Classée propose de lever la mise en demeure n°DDPP-DREAL UD38-2020-04-08 du 28 avril 2020</p>
Type de suites proposées : Solde de la mise en demeure
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : N°2022 - 2 : Surveillance réseau d'eaux pluviales
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 2 - 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Les égouts doivent être étanches et leur tracé doit en permettre le curage . Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages dans le temps. Lorsque cette condition ne peut être respectée en raison des caractéristiques des produits transportés, ils doivent être visitables ou explorables par tout autre moyen. Les contrôles de leur bon fonctionnement, effectués de manière quinquennal au minimum, donnent lieu à compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Pour rappel, il a été demandé à l'exploitant de fournir un plan d'action de contrôle de ses égouts dans les rapports d'inspection de 2019, repris en 2021 puis en 2022. <u>1/Cas des canaux 1 et 2</u> Dans son courrier du 04 mai 2023, l'exploitant a fait le point sur l'avancement de l'inspection des égouts de la plateforme. Une inspection d'une partie des égouts des canaux 1 et 2 (eaux de refroidissement) a été réalisée le 24 mars 2023. La mise à sec d'une partie de ces égouts par l'arrêt de Cerdia a permis de mobiliser un véhicule robotisé roulant et un drone équipés d'une caméra permettant de rendre compte de l'état des canalisations. Plusieurs tronçons ont été inspectés. Le rapport d'inspection de ces canalisations a été remis à l'IIC. Il conclut que certains tronçons contiennent des racines obstruant totalement la section qui créent une retenue sédimentaire en amont. L'exploitant a prévu de réaliser des travaux pour décolmater ces tronçons (technique utilisant un jet haute-pression). Les autres tronçons des canaux 1 et 2 devront être inspectés. <u>2/ Cas des canaux 3, 4N et 4S</u> L'exploitant argumente qu'au vu des débits dans les canaux 3 et 4 (eaux de procédés + eaux de refroidissement + eaux de sol), aucune technologie n'est capable d'investiguer ces parties du réseau de canalisation. Il est rappelé que la dernière inspection des égouts a pu être réalisée en 2006, lors de l'arrêt complet de la plateforme. Aucun document n'a été fourni par l'exploitant pour preuve de ces inspections. L'arrêt total ou d'une partie des installations pouvant permettre la réduction substantielle du débit dans ces canaux, seul véritable frein à leur exploration, a été discuté en salle. Cela fait donc au minimum 17 ans que les égouts n'ont pas été visités alors que la prescription demande une visite quinquennale. C'est une non-conformité majeure. L'Inspection des Installations Classées propose de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité vis-à-vis des contrôles de son réseau de canalisations.
Proposition de mise en demeure : L'exploitant devra respecter l'article 2-4.3.4 de son arrêté préfectoral complémentaire du 07/02/2011.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais (repris dans l'AP de mise en demeure) :

- 30 septembre 2023 : calendrier des travaux à fournir à l'Inspection des Installations Classées ;
- 31 décembre 2023 : Inspection et actions correctives des canaux 1 et 2 ;
- 30 juin 2024 : Inspection et actions correctives des canaux "eaux de procédés" vers la station Trèfle : 2,2P (BASF), 3,2P (NovaCyl), 3,5P (Baxter), 4,2P (NovaPex), 4,4P (Suez), 4,7P (Air Liquide) et 4,8P (Hexcel Fibers).
- 31 décembre 2024 : Inspection et actions correctives de tous les canaux restants (eaux de refroidissement, eaux de sols).

N° 3 : n°2022-3 : Etanchéité des vannes
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article Annexe 2.4.8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité du réseau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur. Une liste des installations concernées, même occasionnellement, est établie par l'exploitant, communiquée à l'inspecteur des installations classées et régulièrement tenue à jour.
Constats : La demande de réalisation des travaux d'étanchéité des vannes écluses permettant de détourner les pollutions des canaux 1, 2, 3 et 4 vers le bassin grand sinistre a été faite dans les rapports de l'inspection de 2021 (suite à l'incident de pollution au phénol survenu chez Novacyl le 04/09/2021) et reprise en 2022. Dans sa réponse du 27 octobre 2021, l'exploitant a informé la DREAL qu'une inspection générale de toutes les vannes de dérivation au bassin grand sinistre a montré qu'aucune des 5 vannes n'est entièrement étanche. <p style="text-align: center;"><u>1/ Vannes canaux 1 et 2</u></p> <p>Une intervention a été réalisée sur les vannes des canaux 1 et 2 pour les rendre étanches, sans succès. Ce n'est pas satisfaisant. Une nouvelle vanne a été commandée pour le canal 1, et sera installée courant juillet 2023. Les travaux sur la vanne 2 devraient suivre.</p> <p style="text-align: center;"><u>2/ Vannes des canaux 3 et 4</u></p> <p>La problématique sur les travaux d'étanchéité des vannes des canaux 3, 4N et 4S est la même que pour le contrôle des égouts (<i>voir constat n°2</i>). Les débits trop importants empêchent toute intervention sur les vannes, qui sont fuyardes. Un détournement de pollution sur le canal 4N a été observé en direct par l'Inspection des Installations Classées lors de sa descente sur le terrain au bassin grand sinistre. L'Inspection des Installations Classées a testé la vanne du canal 3 (voir annexe photo) et a observé la fermeture de la vanne du canal 4N suite à l'incident : elles ne sont pas étanches et une bonne partie du liquide susceptible d'être pollué n'est pas détourné vers le bassin grand sinistre et passe directement au rejet général. Ce n'est pas satisfaisant. Il a été vu en inspection la présence d'une maçonnerie au niveau du canal 3 permettant de mettre en place des batardeaux en amont et aval de la vanne et de détourner les eaux le temps de l'intervention. Cette solution doit être explorée par l'exploitant afin de réaliser les travaux sur les vannes.</p>

L'inspection rappelle que l'exploitant doit prendre toutes ses dispositions pour qu'il ne puisse y avoir en cas de pollution des rejets aqueux sur la plateforme, *de déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur*. **La non-étanchéité des vannes de confinement des eaux polluées vers le bassin grand sinistre ne permet pas de respecter pas cette prescription. En effet, une partie des eaux polluées par un accident ou incident sont ainsi rejetées dans le milieu naturel sans passage au bassin grand sinistre et donc par la station de traitement Trèfle. C'est une non-conformité majeure.** L'Inspection des Installations Classées propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

Annexe photographique :



Figure 1: Vanne du Canal 3 fermée

Proposition de mise en demeure : L'exploitant devra respecter les prescriptions de l'article 2.4.8.1.2 de son arrêté préfectoral cadre du 7 février 2011 modifié, notamment sur l'étanchéité des vannes de détournement des eaux polluées vers le bassin grand sinistre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : N°2022-4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article 4.6.1.3.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Un plan de situation des ouvrages avec leurs caractéristiques (diamètre de canalisation, clapet anti-retour, position par rapport à la berge, cote de déversement, ...) est établi et tenu à jour ; il doit être remis au service de la navigation Rhône-Saône, subdivision Rhône et Alpes et à l'inspecteur des installations classées.</p>
Constats : <p>Pour rappel, il avait été demandé lors de l'inspection du 29 juin 2022 que l'exploitant fournisse un plan des réseaux complet et daté.</p> <p>Un plan des réseaux a été transmis à l'inspection, il contient les vannes de dérivation des eaux polluées vers le bassin grand sinistre. C'est satisfaisant, cette non-conformité est résorbée.</p>
Type de suites proposées : Soldé
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : n°2022-5 : Utilisation du bassin grand sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article Annexe 2.4.8.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Le site dispose d'un bassin de confinement. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il a une capacité de 10 000 m ³ .
Constats : Lors de l'inspection réalisée le 29 juin 2022, il a été constaté que lorsque le bassin grand sinistre approche un remplissage proche de 5000m³, l'exploitant est en alerte . Le rapport des causes de la pollution au phénol survenu chez Novacyl le 04 septembre 2021 fait en effet apparaître qu'un opérateur a fait le choix d'envoyer les effluents au rejet général, le volume du bassin grand sinistre approchant des 5000m ³ . Cette limite de 5000m ³ est toujours présente dans les procédures d'Osiris. En effet, selon son protocole, le bassin grand sinistre (15 000m ³) est réparti tel quel : 10 000m ³ sont consacrés aux eaux d'extinction d'incendie et 5000m ³ aux pollutions accidentelles déviées vers le bassin. L'opérateur du jour en charge du détournement des eaux en cas de pollution a aussi évoqué cette limite de 5000m ³ . Cela n'est pas cohérent avec la prescription ci-dessus. En effet, la capacité utile de 10000m ³ vise à la fois les eaux d'extinction incendie et les eaux polluées accidentellement. Le seuil d'alerte des 5000m ³ peut donc être relevé dans les protocoles de l'exploitant pour respecter sa prescription afin d'éviter d'envoyer des eaux polluées au rejet général.
Demande d'action corrective n°1 : L'exploitant doit modifier ses protocoles et ses seuils d'alerte afin qu'ils soient en cohérence avec la prescription de son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : n°2022-6 : Respect VLE sortie TREFLE
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2021, article Annexe 3.2.B Sortie station de traitement biologique Trèfle
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eau station épuration
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l) en moyenne journalière (sauf mention contraire)	Flux maximal (kg/j)	Fréquence de surveillance
Débit maximal (moyenne journalière) : 3 000 m³/j Débit maximal (moyenne mensuelle) : 1900 m³/jour			Continue avec maximum et moyenne journaliers
pH	5,5 < pH < 8,5		
MES**	Moyenne journalière 35 Moyenne mensuelle : 35 Moyenne annuelle : 20	105	Journalière
DCO	Moyenne journalière 300 Moyenne mensuelle : 300 Moyenne annuelle : 270	570	
COT	100**	-	
Indice phénol	0,3	0,9	
Indice hydrocarbure	0,5mg/l	1,5	
Cuivre	Moyenne journalière 150 µg/l Moyenne mensuelle : 40 µg/l Moyenne annuelle : 25 µg/l	0,45	
Nickel	Moyenne journalière : 200 µg/l Moyenne mensuelle : 180 µg/l * Moyenne annuelle : 50 µg/l	0,6	
Chrome	Moyenne mensuelle: 25 µg/l Moyenne annuelle : 25 µg/l	0,08	
Aluminium	0,88	2,64	
Manganèse***	1	3	
Azote global	Moyenne journalière : 30 Moyenne mensuelle : 30 Moyenne annuelle : 15	90	
Phosphore total	Moyenne journalière : 10 Moyenne mensuelle : 10 Moyenne annuelle : 3	30	
DBO5	20	60	Hebdomadaire
AOX	Moyenne journalière : 1 Moyenne mensuelle : 1 Moyenne annuelle : 0,5	2	Mensuelle
Zinc	Moyenne journalière : 800 µg/l Moyenne mensuelle : 200 µg/l Moyenne annuelle : 100 µg/l	2,4	
DEHP**	25 µg/l *	0,08	
Benzène	6 µg/l	0,02	
AMPA	450 µg/l	1,35	
Glyphosate	28 µg/l	0,08	Trimestrielle

Constats :

En se référant aux déclarations de l'exploitant sur GIDAF (Sortie Trèfle période juin 2022-mai 2023), il a été observé plusieurs dépassements par rapport aux VLE inscrites dans l'APC du 24/11/2022 :

- MES : 47 % de dépassements en concentration ;
- Corganique : 6 % de dépassements en concentration ;
- DCO : 13 % de dépassements en concentration ;

- DBO5 : 14 % de dépassements en concentration ;
- Al : 1 % de dépassements en concentration (soit 4 dépassements, dont 2 supérieurs à 2x la VLE);
- Hydrocarbures totaux : 2 % de dépassements en concentration ;
- Azote total : 4 % de dépassements en concentration.

L'inspection constate que les paramètres ayant dépassé la VLE sont sensiblement les mêmes qu'en 2022. **Elle constate que le nombre de dépassements a diminué.**

En séance, l'exploitant a fait part des avancées des différents projets présentés lors de l'inspection en 2022 ayant pour objectif de réduire au maximum ces épisodes de non-conformités. Ces avancements sont détaillés ici :

- MES : "mise en place d'un filtre à sable en sortie d'usine". Les mauvais résultats de la station sur les MES seraient dus aux trop faibles températures de l'hiver (la température de la station n'ayant pas dépassé 20°C, ce qui est néfaste aux bactéries). **De meilleurs résultats sont ainsi observés depuis avril 2023.** Un système de chauffage à la vapeur des effluents va être mis en place pour l'hiver 2023. **C'est satisfaisant. L'Inspection rappelle à l'exploitant que dans le cas où ce système ne fonctionnerait pas, et au vu de l'historique de non-conformité de la station Trèfle aux MES, l'Inspection proposera des suites administratives.**
- DCO/DBO5 : "réalisation d'une étude sur l'efficacité de l'oxydation avancée (péroxyde d'hydrogène + ultraviolets) pour aider les bactéries à gérer les gros épisodes de pollution" : **cette étude n'a pas été présentée en inspection. Ce n'est pas satisfaisant.** L'exploitant a affirmé que la gestion de la température règlera aussi ce problème de DCO et DBO5. **L'Inspection rappelle à l'exploitant que dans le cas où ce système ne fonctionnerait pas, et au vu de l'historique de non-conformité de la station Trèfle à la DCO et DBO5, l'Inspection proposera des suites administratives.**
- Al : Osiris explique les dépassements en aluminium (mi-juin 2022, fin juillet 2022, fin mars 2023) par les effluents de BASF qui en utilise pour son procédé "Nickel Raney". Pour rappel, BASF a une convention de raccordement à Trèfle qui lui permet de rejeter 10kg/j d'Al (son arrêté préfectoral lui autorisant à rejeter seulement 0,7 kg/j d'Al, AP daté d'une époque où le site n'était pas connecté à la station d'épuration mais directement au rejet général). L'analyse des déclarations de l'exploitant montre que sur la période juin 2022-mai 2023, **BASF dépasse 2 fois cette limite de 10kg/j** (le 12/07/2022 et le 19/09/2022) et **s'en rapproche au moins 3 fois** (21/06/2022, 18/07/2022 et 11/04/2023). Pour information, le paramètre "aluminium" n'est pas mesuré en entrée de la station Trèfle. L'inspection procédera à des investigations sur les dépassements récurrents et importants observés chez BASF.

Demande d'action corrective n°2 : Dans le cas où la mesure prise pour réchauffer les effluents en entrée de la station Trèfle s'avèrerait inefficace sur les MES et la DCO/DBO5, l'exploitant devra mettre en place une solution efficace de traitement de ces paramètres (filtre à sable, oxydation avancée, etc...).

Demande d'action corrective n°3 : L'exploitant doit faire respecter ses conventions de raccordement par les industriels émetteurs afin qu'il n'y ait pas de dépassements observés en sortie Trèfle. La procédure de gestion du non-respect des termes de la convention sera transmise à l'Inspection.

Observation n°1 : L'exploitant devra examiner l'opportunité d'ajouter un contrôle du paramètre Al à l'entrée de la station Trèfle.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : n°2022-9 : Température de l'échantillonnage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/02/2011, article 4.8.1.4. Echantillonnage
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : [...] cet échantillon est conservé à 4°C pendant 7 jours [...]
Constats : Lors de l'inspection du 29 juin 2022, il a été noté que le point de prélèvement principal du rejet général (situé à l'extérieur du bâtiment) n'était pas maintenu à une température de 4°C. La mise en place d'une protection contre les rayonnements solaires a été mise en place par l'exploitant. Il a été constaté sur place que la température du point de prélèvement était maintenu à 4°C. C'est satisfaisant, cette non-conformité est résorbée.
Type de suites proposées : Soldé
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : N°2022-10 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p>
Constats : <p>Pour rappel, il a été demandé à l'exploitant de réaliser un diagnostic de l'autosurveillance des rejets aqueux en sortie de la station TREFLE lors de l'inspection du 29 juin 2022.</p> <p>Le contrôle de recalage en sortie et à l'entrée de la station Trèfle a été vu en inspection. Il a été réalisé le 07/12/2022 par l'organisme CTC agréé SRR et Cofrac.</p> <p>Osiris a obtenu de très bons résultats sur les différents points audités par les laboratoires : mesure du débit et échantillonneur, prélèvement et comparatif analytique. C'est satisfaisant.</p> <p>Les résultats d'analyses sont tous conformes sauf :</p> <ul style="list-style-type: none">• Nitrate (Osiris : 7,4 mg/L et CTC : <0,5 mg/L). Les résultats d'Osiris sont "pénalisants". Il conviendra de prêter une attention particulière sur cette mesure lors du prochain contrôle de recalage.• Pas de contre-mesure en NH₄.
Observation n°2 : Le prochain contrôle de l'autosurveillance des rejets aqueux d'Osiris devra être exhaustif sur les paramètres testés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Pollution au phénol par Novapex (24 et 25 avril 2023)
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2011, article Annexe 2.4.8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité du réseau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel récepteur.</p> <p>Une liste des installations concernées, même occasionnellement, est établie par l'exploitant, communiquée à l'inspecteur des installations classées et régulièrement tenue à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'incident survenu chez Novapex entre les 24 et 25 avril 2023 a fait l'objet d'échanges entre l'inspection et Osiris.</p> <p>On rappelle qu'il s'agit de la fuite d'une conduite de transfert entre deux réservoirs contenant du phénol dans le circuit de réchauffage de la conduite qui s'est déroulée le 24 avril 2023. Une pollution aux COT a donc été constatée par les équipes de Novacyl au canal 4.2R. Des traces de cette pollution ont été retrouvées par le poste de garde d'Osiris au rejet général sans que cette pollution n'ait été tracée par l'analyseur du canal 4N (entre le 4.2R et le rejet général) regroupant les flux d'Elkem et Novacyl. Des analyses au rejet général ont été réalisées quelque temps après la découverte de la pollution par les pompiers. Sur la base des résultats négatifs de cette analyse et d'une mauvaise communication avec Novacyl, le poste de garde n'a pas détourné le canal 4N. Des pollutions plus légères ont été constatées les 25 et 26 avril 2023. Au total, Novapex estime que 110kg de phénol ont été rejetés à l'effluent général.</p> <p>On retient pour Osiris les défauts d'organisation et de maintenance matérielle suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'analyseur au canal 4N nord était bouché par du biofilm, empêchant toute mesure de la pollution et toute alerte au poste de garde. Ce dysfonctionnement de l'analyseur n'avait pas été remonté au poste de garde de façon automatique, une équipe a pu constater sur place le bouchage ; • Manque de communication entre les équipes d'Osiris et Novapex sur la source de la pollution, Novapex ayant eu une alerte sur son COT-mètre au canal 4-2R. <p>Osiris s'est donc engagé à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tester une nouvelle technique de détection de phénol (technologie UV) ne pouvant être bouchée. Dans l'attente que les tests soient concluants, l'exploitant devra s'assurer que son analyseur fonctionne correctement. • Automatiser la fermeture des vannes écluses des canaux 3, 4N et 4S dès le dépassement d'un seuil de pollution. Cette solution semble très pertinente et sera suivie de près par l'Inspection des Installations Classées.
<p>Demande d'action corrective n°4 : Osiris devra fournir à l'inspection des installations classées les résultats des tests de la nouvelle détection au phénol et fournir ses conclusions quant à l'efficacité de cet analyseur de phénol.</p>
<p>Demande d'action corrective n°5 : Osiris devra fournir à l'inspection des installations classées son rapport de maintenance de son analyseur au canal 4N.</p>
<p>Observation n°3 : Osiris pourra mettre en place un asservissement des vannes des canaux 3, 4N et</p>

4S aux dépassements des seuils de pollution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Toxicité des rejets aqueux
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2021, article 4.5.11.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Etude technique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise, les quatre études détaillées ci-après. [...] Les résultats des études techniques sont transmis à l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, accompagnés des propositions de l'exploitant concernant le suivi des rejets de l'installation de traitement biologique Trèfle.</p> <p><i>4.5.11.1. Toxicité des rejets aqueux</i></p> <p>Cette étude comprend a minima une caractérisation initiale des rejets, une analyse des risques et une proposition de surveillance des rejets (méthodologie, fréquence) définie par l'exploitant selon les conclusions de l'étude.</p> <p>Elle porte sur la pertinence du suivi des paramètres suivants, de manière individuelle ou combinée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • œufs de poissons - danio rerio (EN ISO 15088), • daphnies - daphnia magna straus (EN ISO 6341), • bactéries luminescentes - vibrio fischeri (EN ISO 11348-1, EN ISO 11348-2 ou EN ISO 11348-3), • lentilles d'eau - lemna minor (EN ISO 20079), • algues (EN ISO 8692, EN ISO 10253 ou EN ISO 10710).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection une étude d'écotoxicité des rejets datant du 4 octobre 2022 et réalisée par le bureau d'étude GINGER BURGEAP.</p> <p>Le rapport conclut sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une absence de toxicité sur les 5 paramètres au rejet général ; • une toxicité avérée sur 4 des 5 paramètres en sortie de la station Trèfle (voir courrier d'Osiris du 25/11/2022). <p>L'absence de toxicité au rejet général est expliquée par la dilution des rejets de Trèfle avec les effluents de la plateforme.</p> <p>Le bureau d'étude doit encore rendre à Osiris les volets "analyse des risques" et "proposition de surveillance des rejets". Cette toxicité en sortie de la station Trèfle a été discutée en inspection.</p> <p>L'exploitant souhaite mettre en place une démarche expérimentale de traitement des eaux de sorties aux UV pour réduire cette toxicologie en 2024.</p>
<p>Demande d'action corrective n°6 : L'exploitant devra mettre en place une étude technico-économique visant à proposer une solution pertinente pour réduire la toxicité au rejet de la station Trèfle, via notamment une analyse des risques sanitaires et environnementaux sur la base de molécules préalablement identifiées et quantifiées par OSIRIS. Une surveillance du rejet devra être proposée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 12 mois (6 mois pour l'analyse des risques sanitaires et l'ETE, 6 mois pour la mise en place d'une surveillance)

N° 11 : Emissions diffuses de COV et odeurs
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2021, article 4.5.11.2. et 3.
Thème(s) : Risques chroniques, Etude technique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise, les quatre études détaillées ci-après. [...] Les résultats des études techniques sont transmis à l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, accompagnés des propositions de l'exploitant concernant le suivi des rejets de l'installation de traitement biologique Trèfle.</p> <p><i>4.5.11.2 Émissions diffuses de COV</i></p> <p>Cette étude comprend une définition des sources pertinentes d'émission de COV au sein de l'installation Trèfle, la caractérisation des COV susceptibles d'être émis ainsi qu'une proposition de suivi (méthodologie, fréquence) des émissions pour chacune des sources identifiées. OSIRIS GIE propose également un programme de réduction des émissions de COV.</p> <p><i>4.5.11.3 Émissions d'odeurs</i></p> <p>Cette étude comprend une définition des sources pertinentes d'émission d'odeurs au sein de l'installation Trèfle ainsi qu'une proposition de suivi (méthodologie selon les normes EN, fréquence) des émissions pour chacune des sources identifiées.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection une étude sur les émissions de COV et d'odeur de la colonne de traitement de l'air du stockeur de boues de la station d'épuration datant du 9 novembre 2022 et réalisée par le bureau d'étude GINGER BURGEAP. C'est satisfaisant.</p> <p>Les résultats de ce rapport seront analysés dans le constat n°12 ci-dessous.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Emissions diffuses de COV et odeurs
Référence réglementaire : AM du 02/02/1998, article 27.7.b et annexe III
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>b) Composés organiques volatils visés à l'annexe III :</i></p> <p>Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m³.</p> <p>En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m³ ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m³, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.</p> <p>Constats :</p> <p>L'étude sur les émissions de COV et d'odeur de la colonne de traitement de l'air du stockeur de boues de la station d'épuration (voir constat n°11) conclut, que sur cette colonne :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La concentration d'odeur est importante, avec un débit d'odeur de 850 x 106 uOE/h traduisant une odeur très persistante ; • Les émissions sont marquées par la présence importante de méthanethiol (flux horaire de 153 g/h soit 90% du flux émis, concentration de 161 mg/m³). Pour rappel, le seuil de concentration limite pour ce composé est de 20 mg/m³ pour un flux dépassant 0.1 kg/h. Ce seuil est largement est dépassé. Ce n'est pas conforme. <p>Pour rappel, le méthanethiol (ou méthylmercaptan) est principalement utilisé comme odorant en tant qu'additif dans le propane et le gaz naturel. C'est un gaz toxique, dangereux pour l'environnement et inflammable. Dans son courrier du 25 novembre 2022, Osiris propose de modifier la technique de traitement de l'air par la colonne afin de prendre en compte ce paramètre et en réduire les risques.</p> <p>La technique actuellement utilisée consiste à arroser les effluents à la soude et à la javel, ce qui est inefficace contre le méthanéthiol. Osiris propose donc de mettre en place un traitement au charbon actif en remplacement d'ici 2024.</p>
Demande d'action corrective n°7 : L'exploitant doit respecter les valeurs d'émissions limites en COV prescrites dans l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (20 mg/m ³).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois